

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

SOMMAIRE/70

-Grèves en Espagnep.2
-Grèves en Grande-Bretagne.....p.2
-La lutte de classe en France...p.3
-L'Etat orchestre l'austérité...p.4
-Afghanistan :
La fin de la détente.....p.5
-Pourquoi la classe ouvrière
est la classe révolutionnaire..p.6
-Contre le catéchisme étatique
du PCI.....p.8

mensuel

3ff/30fb/2fs/0.70^{CTS.}
CAN.

GUERRE ou REVOLUTION!

FACE A LA MENACE DE GUERRE MONDIALE : RENFORCEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE

● AVEC LES EVENEMENTS D'AFGHANISTAN ET TOUTES LEURS REPERCUSSIONS, LE CAPITALISME FRANCHIT UN PAS DE PLUS VERS LA GUERRE MONDIALE. IL SERAIT CRIMINEL DE SE LE CACHER.

LE PROLETARIAT MONDIAL, PAR SON COMBAT, PAS SON REFUS DE SE SOUMETTRE PASSIVEMENT AUX DIKTATS DE L'AUSTERITE, A EMPECHE JUSQU'A PRESENT LA BOURGEOISIE D'IMPOSER SA REPONSE APOCALYPTIQUE A LA CRISE DE SON ECONOMIE. IL LUI FAUT MAINTENANT PORTER SON COMBAT A UN NIVEAU SUPERIEUR. POUR CELA, LES PROLETAIRES SE DOIVENT, NON PAS D'ABANDONNER LEURS LUTTES DE RESISTANCE ECONOMIQUE MAIS AU CONTRAIRE DE LES UNIFIER, LES GENERALISER ET S'ORIENTER EN ASSOMER DE FACON DECISEE ET CONSEQUENTE LA VERITABLE PORTEE : LE COMBAT POUR L'ELIMINATION DE LA BARBARIE GUERRIERE PAR LA DESTRUCTION DES LOIS ECONOMIQUES CAPITALISTES QUI EN SONT LES RESPONSABLES.

Une nouvelle fois, la menace de la guerre fait trembler le monde. Il y a tout juste un an, sous prétexte "d'administrer une correction" au Vietnam pour ses agissements au Cambodge, la Chine passait à l'offensive avec plus de trois cent mille soldats dans une guerre qui allait faire en quelques jours plusieurs dizaines de milliers

de morts. Aujourd'hui, c'est un autre pays soit-disant "socialiste" qui, sous couvert "d'aide à un régime progressiste menacé par les menées de l'impérialisme", envoie cent mille hommes de son "armée rouge" pour occuper militairement un autre pays. Mais si, l'an dernier, le spectre de la guerre mondiale s'était rapidement estompé après

l'alerte, aujourd'hui il n'a rien de fugitif : au contraire, avant même l'intervention de l'URSS en Afghanistan, la menace de guerre était agitée frénétiquement tant dans les journaux et à la télévision que dans les discours des hommes politiques.

Que signifie l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS ?

Quel est le sens des campagnes actuelles sur la menace de guerre ?

Comment peut-on empêcher un troisième holocauste impérialiste ?

Les mensonges de la bourgeoisie et les menaces de guerre

Comme au moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 68, l'URSS prétend que c'est "à la demande d'un peuple ami menacé par l'impérialisme" qu'elle a envoyé ses divisions. Le mensonge est vieux comme la guerre. C'est toujours pour "se défendre contre les menaces extérieures" ou pour "protéger" des peuples que le capitalisme s'est lancé dans la guerre impérialiste. C'est pour protéger les populations

allemandes des sudètes qu'Hitler a envahi la Tchécoslovaquie en 1938. C'est pour défendre le Sud-Vietnam contre "l'agression communiste" que les USA y ont envoyé un demi-million de soldats au milieu des années 60. La liste est longue des mensonges de la propagande impérialiste et si, aujourd'hui, le bloc américain a beau jeu de dénoncer l'intervention russe et ses justifications hypocrites, lui-même ne perd aucune occasion pour accentuer sa propre propagande en faveur de ses visées impérialistes et de ses préparatifs de guerre. A l'heure actuelle, sous prétexte de faire face à une "menace russe" sur laquelle la presse, la radio, la télévision font un battage assourdissant, la bourgeoisie américaine et ses alliés procèdent à un énorme déploiement tant de leurs dispositifs militaires (fusées Pershing II en Europe, forces navales dans l'océan indien, envoi d'armes à la Chine et au Pakistan) que de leur campagne idéologique.

Cette campagne idéologique n'est pas nouvelle. Voici déjà des années que sous prétexte de "défense des droits de

SUITE P.5

LA DROITE COMME LA GAUCHE PREPARENT L'ENROLEMENT

● Pour la droite le danger de guerre est une réalité : "1980 nous apportera la paix ou la guerre... Le danger de guerre existe... L'équilibre du monde repose sur la capacité et le sang-froid de quelques hommes", tels étaient les propos de Giscard aux français le 1er janvier. Et tous les médias ont donné un large écho à l'éventualité d'un troisième conflit mondial. Mais pour toute la gauche, et jusqu'à l'extrême gauche, tout ceci ne serait qu'une "campagne tapageuse destinée à faire oublier (aux français) leurs problèmes sociaux" (Marchais à Antenne 2 le 21 janvier), et c'est au contraire à relativiser ou nier la menace de guerre qu'ils s'attachent.

Pour le PS, Rocard et Mitterrand déclarent lors de la convention de leur parti que "les deux superpuissances ne sont pas prêtes à aller jusqu'à la guerre" et qu'"un langage alarmiste n'est pas de mise". Le PC, de son côté, va encore plus loin et affiche un optimisme béat : "la donnée principale de la situation mondiale est bien la modification du rapport de forces en faveur de la paix, de l'indépendance et du socialisme." (communiqué commun PCF-PCUS 10 janvier). Dans l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, il ne

faudrait voir pour le PC qu'un signe de solidarité internationale, la volonté d'un Etat ouvrier de défendre des peuples opprimés de toute menace impérialiste. Ce qui écarte, bien entendu tout risque de généralisation du conflit.

Pour "Lutte Ouvrière" : "Si la troisième guerre mondiale est possible, l'intervention de l'URSS en Afghanistan ne menace en rien la paix du monde. Tant l'URSS que les USA ont intérêt à maintenir l'ordre mondial." (L.O. du 5 janvier).

Que recouvrent ces différentes affirmations pour le prolétariat ?

Oui la guerre est inéluctable dans la logique de ce système et c'est une menace de plus en plus réelle.

Si la droite commence à agiter ce danger, c'est parce que c'est à elle, étant au pouvoir, et concevant la défense de ses intérêts au sein du bloc occidental, que revient la tâche de mobiliser activement ; dès maintenant il lui faut préparer les esprits, poser les jalons de la propagande guerrière. La base en est le nationalisme, il faut créer le vieux réflexe patriotard ; les appels à l'unité, sous le couvert d'une menace extérieure, redoublent d'intensité. "Quant à moi

SUITE P.4

GREVES EN EUROPE

● Grève nationale de la sidérurgie depuis un mois en Grande-Bretagne, grève de la "Fiat" espagnole, la SEAT à Barcelone, qui bien que n'ayant duré qu'une semaine, s'inscrit dans une reprise des luttes dans les principaux secteurs de l'industrie : si la classe ouvrière est encore loin d'être une classe organisée et unie, la nécessité de l'organisation et la possibilité de l'extension des luttes se développent. Ce qui frappe dans les grèves en Espagne et en Grande-Bretagne, qui ne sont pas des phénomènes isolés, au delà des faiblesses persistantes et de la force encore énorme des syndicats, c'est la poussée de la lutte. La gauche passée dans "l'opposition radicale", après avoir dans beaucoup de pays été le bras droit affiché de la politique d'austérité, arrive encore à prendre le train en marche. Mais le train continue d'avancer : les ouvriers de la SEAT repoussent pendant une semaine les propositions de reprise des syndicats, les ouvriers "anglais" imposent des tentatives d'extension de la lutte contre l'avis des syndicats. Plus l'enjeu est important, et plus la conscience de la nécessité de prendre les choses en main, de s'organiser fait pression sur l'étouffoir syndical. Et la possibilité de l'extension suit le rythme de la crise, qui tend à frapper de plus en plus simultanément tous les secteurs, tous les pays. La généralisation apparaît comme une question plus concrète : les menaces de grève de British Leyland pendant que les piquets de la sidérurgie sont devant la porte, les ouvriers de la SEAT se massant devant la télévision pendant que la plupart des entreprises d'Espagne négocient les augmentations de salaires sont des faits qui manifestent que la possibilité est là que la logique de l'action entraîne la classe plus loin qu'elle n'en est consciente aujourd'hui.

D'autant que ce qu'on a connu jusqu'à aujourd'hui est bagatelle en comparaison de l'accélération que la crise va connaître dès cette année. Si la classe ouvrière continue à résister de se plier à la logique de la crise, comme elle a commencé à le faire, les affrontements sociaux devraient passer à un nouveau stade.

La classe ouvrière est dans la voie de se constituer dans la lutte en classe ouvrière unie. Bien qu'elle ne soit pas encore assez forte pour stopper l'emballlement de la machine de guerre de la bourgeoisie, les signes de sa constitution en force capable de remettre en question la logique même du système capitaliste doivent être reconnus : c'est de cette marche difficile, heurtée, que naît le seul espoir du monde.

SUITE P.2

GREVES EN EUROPE

APRES DEUX ANS DE "CALME SOCIAL",

ESPAGNE: LA CLASSE OUVRIERE RELEVE LA TETE

● Au cours des deux dernières années, la classe ouvrière espagnole était comme endormie, enfoncée dans une situation de confusion et de découragement. La bourgeoisie espagnole avec sa "réforme démocratique" de l'Etat avait réussi à arrêter l'offensive ouvrière de 1971-76 et à enfoncer les ouvriers dans une ambiance de désillusion et de manque de confiance dans ses propres forces.

Ce recul du prolétariat a enhardi le capital espagnol et l'a poussé à déclencher une offensive : salaires réels diminués, généralisation des licenciements massifs, discipline renforcée dans les usines ; et enfin le récent "statut du travailleur" qui entre autres permet désormais à tout patron de licencier des travailleurs sous n'importe quel prétexte.

Au sein de cette ambiance de calme on ne pouvait cependant éclater des luttes prolétaires qui malgré leurs faiblesses et leur isolement - produits de ce calme général - ont fait preuve d'une forte combativité et ont opposé une résistance acharnée à l'attaque systématique du capital : Fasa Renault, la métallurgie en Navarre et en Biscaye, le bâtiment à Salamanque, Séville et Valladolid, les mineurs de Leon... Ces luttes ont développé un ESPRIT et tracé un CHEMIN pour l'ensemble du prolétariat en Espagne. Elles ont constitué un lien avec les combats les plus avancés du prolétariat international. Elles ont représenté un AXE DE RESISTANCE OUVRIERE contre le capital, un axe autour duquel doivent se réunir les prolétaires et leurs combattants d'avant garde pour remonter les faiblesses actuelles.

Depuis la fin de décembre, on peut voir comment cet axe de résistance se déplace vers les plus grandes concentrations ouvrières en Espagne : Madrid et Barcelone. A Madrid, les 14 000 ouvriers de Chrysler viennent de mener une lutte très dure de 45 jours. Cela a semé une puissante agitation dans les usines de la capitale... et il s'en est fallu de très peu que l'étincelle se fasse. Le Parti Communiste espagnol et son syndicat, les "commissions ouvrières" ont réus-

si à contrôler la combativité ouvrière en "radicalisant" à l'extrême leur langage. Ils sont parvenus à faire terminer la grève sans que se soit allumé l'incendie social tant redouté à Madrid.

Mais à peine ce conflit était-il terminé qu'éclate celui de la SEAT (la FIAT espagnole) à Barcelone. 26000 ouvriers, la plus grande industrie du pays et le coeur même de l'énorme concentration prolétarienne de Barcelone.

Il s'agit du renouvellement de la convention collective. Les deux grands syndicats se sont partagés les rôles : l'UGT (Union générale des Travailleurs) proche du parti socialiste, joue cyniquement le rôle des "jaunes", acceptant la misérable offre patronale et s'opposant à tout élan vers la grève ; les commissions ouvrières jouent le rôle "radical" en appelant à "DEUX JOURS DE GREVE... TOTALE!" pour défendre les "justes revendications ouvrières".

Mais la pièce de théâtre a été ratée car les ouvriers ont refusé le rôle que leur offrait le capital. Ils se sont rassemblés dans des assemblées géantes de 20000 ouvriers et au deuxième jour, ils ont décidé de CONTINUER LA LUTTE contre l'avis des commissions ouvrières qui disaient : "il faut retourner au travail et continuer la lutte sous d'autres formes, avec des grèves de deux heures". Jour après jour, les ouvriers ont réaffirmé leur volonté de continuer la lutte contre l'avis des syndicats. C'est mille fois qu'on les a fait voter sur la poursuite de la grève.

Le jour où nous écrivons ces lignes, (18-1-80) les ouvriers de la SEAT se sont massés devant les studios de la télévision espagnole pour protester contre le boycottage des informations sur la grève, et imposer la lecture d'un communiqué rédigé par l'assemblée mais édulcoré par la CSUT (un syndicat qui se dit "un peu plus à gauche") et par l'aile "combative" des commissions ouvrières, des éléments de ces deux syndicats continuant à garder la tête du comité de grève.

La bourgeoisie espagnole est nerveuse. Le proverbe connu "Lorsque les ouvriers de SEAT éternuent, l'Espagne tremble"

a soudain pris toute sa signification.

Au milieu de la lutte, nous pouvons déjà faire un petit bilan de celle-ci et envisager ses forces et ses faiblesses.

Sa force c'est surtout l'énorme combativité des ouvriers qui s'est concrétisée par le fait d'avoir imposé l'ASSEMBLEE - un des mots d'ordre les plus répétés est : "A SEAT, C'EST L'ASSEMBLEE QUI COMMANDE" - et les piquets dans lesquels les ouvriers trouvent un point de rencontre pour discuter tout en empêchant l'entrée des jaunes. Cette combativité s'exprime encore dans l'ambiance générale d'agitation et dans les mots d'ordre tels que : "SEAT, LA CLASSE OUVRIERE NOUS REGARDE", "LES OUVRIERS UNIS NE SERONT JAMAIS VAINCUS", etc.

Les dangers résident dans le fait que les ouvriers ne sont pas encore parvenus à rendre l'assemblée réellement souveraine. Le comité de grève, où sont installés la CSUT et les commissions ouvrières, contrôle la lutte et empêche que se concrétisent des propositions d'action et fait tout ce qui est en son pouvoir pour épuiser la grève par manque de perspectives.

Pour que la grève CONTINUE et pour qu'elle soit EFFICACE il est nécessaire, d'abord et avant tout, QUE CE SOIT REELLEMENT L'ASSEMBLEE QUI COMMANDE. Comment? En obligeant l'actuel comité de grève à démissionner et en élisant un nouveau comité cohérent avec la volonté de l'assemblée, réellement contrôlé par celle-ci et en marge de toute la racaille syndicale.

Un autre danger est celui de l'ISOLEMENT. La bourgeoisie cherche à vaincre les ouvriers de SEAT en les soumettant à un MUR DE SILENCE et de CALOMNIES. Elle cherche à tuer ainsi le germe dangereux que leur lutte constitue et qui risque de déclencher une épidémie dans toute la classe ouvrière de la région de Barcelone.

Lorsque les ouvriers crient : SEAT, LA CLASSE OUVRIERE NOUS REGARDE et lorsqu'ils se rassemblent devant les studios de la télévision pour imposer la diffusion du communiqué de l'assemblée, ils sont en train de comprendre LA NECESSITE DE GENERALISER LA LUTTE, D'ETENDRE LA GREVE A TOUTE LA CLASSE

OUVRIERE.

Pour franchir ce pas, il faut que les piquets s'emploient à informer de leur lutte toutes les usines de la concentration industrielle de Barcelone. C'est seulement ainsi, en transformant leur lutte en un MOUVEMENT GENERAL DE LA CLASSE qu'ils pourront éviter le danger du pourrissement de la grève.

Les ouvriers de Barcelone et d'Espagne commencent à apprendre qu'il "se passe quelque chose à SEAT". Alors qu'ils se sentent incertains et faibles face à l'avalanche d'attaques violentes du patronat, SEAT avec son action décidée peut constituer une lumière qui commence à les éclairer.

L'enjeu de la lutte de la SEAT est très important. La bourgeoisie, en se servant surtout de sa tentacule la plus directe parmi les ouvriers : le CSUT et les commissions ouvrières d'un côté, l'UGT de l'autre - tente d'étouffer par tous les moyens l'étincelle allumée par les ouvriers. Pour l'assemblée de lundi, les commissions ouvrières ont mené une gigantesque campagne très bien présentée avec des arguments du genre : "une grève illimitée risque de pourrir sur place", "il vaut mieux retourner tous unis au travail et débayer tous les jours deux heures". Elles jouent très bien sur toutes les hésitations et les faiblesses qui pèsent sur les ouvriers. Ce syndicat manœuvre habilement en jouant sur la crainte de l'énorme responsabilité qui retombe sur les ouvriers s'ils franchissent le pas ; elles poussent le mouvement en arrière en faisant tout pour faire perdre aux ouvriers la confiance en leurs propres forces.

Si la grève se poursuit lundi ce sera un pas très important. Mais si elle ne continue pas, la lutte n'aura pas été inutile pour autant : elle aura marqué un nouveau moment du processus de reprise prolétarienne en Espagne et dans le monde.

Pour que la lutte continue, les voies à suivre sont très claires :

- ASSEMBLEE SOUVERAINE, DEMISSION DE L'ACTUEL COMITE DE GREVE.

- GENERALISATION DE LA LUTTE? PIQUETS ET MANIFESTATIONS D'EXTENSION A TOUTES LES USINES ET QUARTIERS.

E.

GREVE DE L'ACIER EN GRANDE-BRETAGNE

● Le 2 janvier, a commencé la première grève nationale de l'acier en Grande-Bretagne depuis 1926.

Comme aux USA, en France ou en Allemagne, la crise économique mondiale a frappé durement le secteur sidérurgique. Comme le reste de l'économie en Grande-Bretagne, l'industrie sidérurgique, pour la plupart nationalisée sous le contrôle de la British Steel Corporation (BSC), a été coulée par l'archaïsme des usines et une basse productivité en comparaison de ses principaux rivaux. Mais avec la baisse de la demande d'acier sur le marché mondial, même les entreprises les plus modernes se retrouvent face à face avec le spectre de la banqueroute. Depuis des années, les patrons de la sidérurgie - aidés à chaque pas par les syndicats - ont "rationalisé" l'industrie de l'acier et des milliers d'ouvriers ont été licenciés. Dans le passé, c'était les usines les plus archaïques qui étaient fermées. Mais aujourd'hui, face à la récession mondiale, les patrons ont pris conscience de la nécessité de porter une attaque beaucoup plus brutale, et cette fois sur l'ensemble de l'industrie.

Avant décembre, de nombreuses villes sidérurgiques étaient déjà menacées de la fermeture des usines qui leur avaient donné la vie (Corby, Shotan, etc). En décembre, la BSC annonça ses propositions salariales : un "accroissement" de 2% des salaires qui, en fait, vu le taux d'inflation de 17%, est en réalité une BAISSSE DE SALAIRE de 15%. Les syndicats de la sidérurgie, conduits par la "Iron and Steel Trades Confederation" (ISTC) crièrent pieusement "au scandale", et appelèrent à une grève générale pour le 2 janvier. Presqu'immédiatement après, la BSC annonça une nouvelle vague de licenciements : plus de

50 000 à travers l'industrie sidérurgique. Les effets de ces licenciements seraient catastrophiques pour de nombreuses régions du pays : dans le sud du Pays de Galles, par exemple, 33% des mineurs perdraient leur travail si les deux principales usines de la région fermaient.

Les syndicats organisent ... la désorganisation de la grève

En dépit de leurs "cris de colère", les syndicats ont rapidement désorganisé toute réponse réelle des ouvriers. Ils ont appelé à la grève au moment où les patrons étaient le mieux préparés, et les ouvriers l'étaient le moins. A cette époque de l'année, les stocks d'acier étaient au plus haut, permettant aux patrons d'envisager une grève qui dure, sans que cela affecte immédiatement les autres industries. Pendant que les ouvriers étaient dispersés par les longues vacances de Noël-Jour de l'an - et ne devaient pas retourner au travail avant le début de la grève - celle-ci commença, rendant impossible l'instauration de toute discussion collective de la lutte à venir. Par dessus le marché, les syndicats ont insisté pour qu'il y ait une complète séparation entre la question des propositions salariales et celle des licenciements. La grève devait être UNIQUEMENT contre les propositions salariales, et le syndicat annonça sa volonté d'entrer en négociation sur les licenciements. Il est vrai que le TUC (1) du Pays de Galles a menacé d'appeler à une grève générale contre les licenciements... dans le sud du Pays de Galles. Mais au cours de la grève, même cette menace "radicale" a été petit à petit oubliée et finalement abandonnée. Le résultat de cette brillante stratégie des syndicats est qu'on demande à des mil-

liers d'ouvriers de se battre pour une augmentation de salaire en janvier, alors qu'ils vont perdre leur travail en mars!

Mais si les syndicats voulaient une grève passive qui épuise graduellement la combativité des ouvriers, les sidérurgistes, eux, n'étaient pas prêts à rester à la maison à ne rien faire. Des centaines et des centaines ont voulu agir dans les piquets, et très rapidement les piquets devinrent le principal point de départ des initiatives et de l'activité autonome des ouvriers. Par là même, ils devinrent aussi la principale source de tension entre les ouvriers et l'appareil syndical.

Au début de la grève, les syndicats avaient dit qu'aucun conflit ne les opposait aux compagnies privées de la sidérurgie, et qu'il n'y aurait aucune action contre leurs affaires. Les ouvriers en ont décidé autrement, et ont immédiatement envoyé des piquets volants pour empêcher que l'acier ne sorte de ces entreprises. Des piquets ont aussi été envoyés chez les dockers et dans les autres industries dépendantes de l'acier, en particulier British Leyland. La circulation de l'acier à travers le pays fut rapidement réduite à son minimum, par le fait que les dockers, les camionneurs et les ouvriers des chemins de fer furent appelés à soutenir la grève en bloquant les livraisons d'acier.

La réponse des syndicats à l'initiative des piquets volants fut la tactique classique de prendre un langage plus dur et de "reconnaître" les actions des ouvriers, seule chose à faire pour reprendre le contrôle de la situation. Mais les syndicats firent en sorte que le piquet ne soit pas TROP combatif. Au Yorkshire par exemple, un piquet de grève de plus de

cent ouvriers s'est affronté avec la police et plusieurs ouvriers furent arrêtés. Les syndicats sont intervenus pour "reconnaître" l'activité du piquet en demandant que ses effectifs soient réduits, et qu'une ligne d'action syndicale soit acceptée : le même scénario que lors de la longue grève des camionneurs de l'année dernière. Le but des syndicats est de maintenir les piquets sous leur strict contrôle. Ceci était particulièrement clair dans les usines du sud du Pays de Galles, où les syndicats n'auraient pas permis à un "élément extérieur" de rejoindre le piquet ou même de discuter avec lui, utilisant l'argument traditionnel contre les "fauteurs de troubles venant de l'extérieur" et insistant sur la nature purement corporatiste de la lutte.

Les perspectives de la grève

Malgré ces tentatives de diviser et de désorganiser la grève, la possibilité existe encore qu'elle sorte des limites imposées au départ par les syndicats. Beaucoup de sidérurgistes ont posé la question : pourquoi se battre uniquement contre les propositions salariales, alors que la question des licenciements se pose de façon si cruciale ? Dans le même temps, d'autres secteurs de la classe pourraient s'engager dans la bataille. Dans le sud du Pays de Galles, le mouvement des mineurs vers une résistance unie contre les fermetures d'usines sidérurgiques n'a pas disparu malgré la décision du TUC gallois d'abandonner ses projets de grève générale. A British Leyland, aussi menacée de 25 000 licenciements, il y a la possibilité d'action contre les dernières propositions salariales de la compagnie, au moment même où les

SUITE P.3

NE LAISSONS PLUS LES SYNDICATS "AGIR" A NOTRE PLACE

● Camarades souvenez-vous, il y a un an, les vives réactions des ouvriers de St. Chamond à l'expulsion par une milice patronale d'une usine occupée, les manifestations de Caen contre le chômage qui ne reculaient pas devant les flics, les luttes des ouvriers de Longwy et de Denain contre les licenciements qui allaient devenir l'expression la plus claire et la plus décidée, le symbole du renouveau ouvrier. Enfin on respirait !

Alors que pendant des mois, la bourgeoisie avait pu licencier des milliers d'ouvriers sans que cela ne provoque aucune réaction et opposition d'envergure, "d'explosions sociales", comme dit la presse, les luttes déterminées de l'hiver et du printemps dernier ouvraient une brèche sur le front social. Après des années d'enterrement électoral, de ballades syndicales, la classe ouvrière reprenait enfin le chemin du combat.

Qu'en est-il aujourd'hui, cette flamme s'est-elle éteinte, soufflée par les syndicats ; un an après, quel est le chemin parcouru ? De Cherbourg à Alsthom, d'Alsthom à Denain, de Denain aux usines Mavilor dans la Loire et Ducellier en Auvergne, pour ne prendre que les conflits les plus significatifs, quel chemin a parcouru la classe ouvrière ? Devant quelle alternative se trouve-t-elle ?

Le renouveau des luttes l'an dernier a ouvert une perspective, a commencé à poser quelques jalons vers une voie de sortie à la crise sans fin du capitalisme. Le fil conducteur, le lien en-

tre tous les conflits qui ont opposé le travail au capital n'est pas autre chose que cette alternative ouvrière se cherchant à tâtons face à la crise économique.

Que toutes ces luttes par delà les catégories, les corporations, les régions, les nations, toutes ces choses si chères aux syndicats, se fondent en une seule lutte, en une seule expression, en une seule force unie, organisée et consciente de ses buts, sachant reconnaître ses ennemis, a été et est le cauchemar de la bourgeoisie. Il suffit de considérer les efforts déployés lors des manifestations du 23 mars dernier pour empêcher que ces manifestations se fassent l'instrument d'une unification de tous les conflits locaux en un mouvement d'ensemble, pour s'en convaincre.

Depuis l'ensemble de la bourgeoisie, de l'Etat et surtout les syndicats qui entre temps se sont resaisis, a tout fait pour enrayer ce processus. Dans chaque lutte, ils se sont efforcés que celles-ci ne dépassent certaines limites, ne débordent le "cadre" qui leur était imparti, ne dépassent le seuil du "tolérable", au-delà duquel c'est toute l'organisation de la société actuelle qui pourrait être remise en cause, à commencer par l'encadrement syndical. Dans chaque lutte, ils ont tout fait pour qu'elle ne risque pas d'enflammer des régions entières. Lors de la grève de Mavilor, les syndicats ont tout fait pour que la région du Gier ne devienne pas un nouveau "Long-

wy" ou un nouveau "Denain" à plus grande échelle. Alors que la situation de Mavilor qui fait suite à celles de Manufrance et Creusot-Loire (1100 licenciements en 79), représente toujours l'avenir des autres entreprises d'une région qui constitue la seconde concentration ouvrière en France, de Lyon à St Etienne. Alors que depuis trois mois d'importantes luttes se succèdent sur les mêmes motifs, et en annoncent d'autres (RVI, TCL, Delle-Alsthom, RPT, Cables de Lyon, Bennes Marelle... des milliers d'ouvriers qui refusent les "restructurations" !). Que font les syndicats ? Ils enferment les ouvriers dans l'usine, en subordonnant les revendications de la grève aux impératifs de la production : "il faut dénoncer le diktat allemand imposé par Gerlach !"; et expliquent que le durcissement de la grève entraînerait une réduction des commandes ! De solidarité, il n'y aura eu que celle verbale et morale des délégations syndicales de l'extérieur et des huiles de gauche qui comprennent mieux que quiconque... où se trouve l'intérêt du marché français !

Pourtant cette solidarité a bien failli déborder les syndicats lorsque, se croyant forts parce qu'ils avaient fait voter la reprise du travail, le PDG de Mavilor à la tête d'une escouade de cadres et de jaunes ont tenté d'expulser le piquet de grève et que les ouvriers des alentours vinrent à la "rescousse". "Les échauffourées risquaient de dégénérer en affrontements plus graves d'autant que, de quart d'heure en quart d'heure, grossissaient les rangs des attaquants. Parmi lesquels pouvaient se glisser, comme souvent en pareil cas, des éléments incontrôlés. C'est ce que réussissent à faire valoir au PDG et aux cadres les responsables de la CGT et de la CFTD qui s'efforçaient de contenir leur "troupe" ("Le Monde" du 8 janvier).

Les éléments incontrôlés sont aux syndicats ce que les "meneurs" sont aux patrons. Les syndicats voudraient faire croire que spontanément les ouvriers ne sont pas prêts à répliquer à la violence à la violence de l'Etat et de ses polices.

Et pourquoi sont-ils donc obligés de "contenir leurs troupes" ? Les ouvriers seraient-ils donc une bande de

brutes prêts à se faire entraîner par les premiers excités venus ?

Alors que la bourgeoisie possède la force économique, la force policière et militaire, les ouvriers sont-ils donc condamnés à toujours plier l'échine devant l'exploitation et la trique policière ?

A Longwy comme à Denain, ce qui a fait la force du mouvement et lui a fait faire un pas en avant, c'est d'avoir pu s'opposer énergiquement par la violence elle-même quand cela était nécessaire à la violence de l'Etat.

Ce n'est sûrement pas par "pacifisme" que les syndicats s'opposent dans tous les conflits à ce que les ouvriers affrontent directement l'Etat, mais seulement parce qu'ils savent premièrement que les affrontements avec l'Etat sont un terrain où la solidarité entre les ouvriers de diverses usines et corporations devient rapidement effective et donc un terrain propice à la généralisation des luttes ; deuxièmement parce que les affrontements avec l'Etat entretiennent dans leur logique la nécessité de détruire de fond en comble celui-ci pour l'émancipation du prolétariat et de l'humanité.

Seul, un ouvrier ne peut rien faire ; ceci est une évidence, pour tous les ouvriers, mais cela est tout aussi vrai pour l'ensemble des ouvriers d'une entreprise. Isolés, enfermés dans leurs usines, les ouvriers ne peuvent constituer une force suffisante pour faire plier les directions derrière lesquelles se trouvent les plans économiques, les banques, etc... Mais il y a surtout l'Etat qui maintient "l'ordre". L'Etat et ses forces de police, la justice, elle aussi du côté de l'ordre, à la botte de l'Etat. Et pour chapeauter le tout, la bourgeoisie peut aussi compter sur la presse et les moyens de diffusion. C'est un combat perdu d'avance que les ouvriers mènent quand ils restent isolés dans leur usine ou même leur corporation et c'est à ces échecs et démoralisations que conduisent les syndicats, alors que la situation actuelle nécessite de plus en plus une riposte unanime de la classe ouvrière. Un an après, l'expérience des ouvriers de Denain en est peut être l'illustration la plus probante.

GRANDE BRETAGNE

SUITE DE LA p2

piquets des ouvriers de l'acier sont aux portes de leur usine. Ainsi la grève des sidérurgistes pourrait servir de détonateur à une vague de luttes plus large, comme le fit la grève des camionneurs l'année dernière.

Mais un des problèmes les plus profonds auquel se trouve confrontée la classe ouvrière en Grande Bretagne est la force des syndicats et l'idéologie syndicaliste à l'intérieur de la classe. Elle est plus importante qu'en France, par exemple, où les syndicats ne font encore qu'"organiser" une minorité de la classe. Il est très difficile à TOUT secteur de la classe ouvrière en Grande-Bretagne de rompre le cordon syndical, et dans l'industrie sidérurgique, il y a eu jusqu'à maintenant une absence de grèves importantes qui auraient pu donner aux ouvriers une expérience de luttes contre le sabotage des syndicats. Ainsi dans les objectifs les plus vitaux auxquels se trouvent confrontés les ouvriers, - l'organisation et l'extension de la grève, la présence des syndicats agit comme une formidable barrière contre la radicalisation du mouvement.

Malgré leur importance comme point d'activité des ouvriers, EN EUX-MEMES, les piquets représentent une forme d'organisation dispersée, fragmentée, qui ne permet pas aux ouvriers de donner une direction centralisée à leur lutte. Les piquets sont plus efficaces quand ils sont les instruments des assemblées générales et des comités de grèves élus, et peuvent permettre à tous les ouvriers de participer à la conduite de la grève (comme ce fut le cas dans la grève des dockers de Rotterdam de la fin 79, par exemple). Mais jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucun appel à un meeting de masse même à l'intérieur du cadre syndical, et les ouvriers n'ont pas pris conscience de l'importance du fait que la grève est dans les mains des comités de grèves locaux entièrement composés de shop stewards (2) et d'officiels du syndicat, et ne sont soumis à aucun contrôle de la part de l'ensemble des ouvriers. Les comités de grèves locaux des syndicats ont généralement agi avec plus de radicalité que la direction syndicale centrale et ont ainsi été capables de contenir les plus importantes des initiatives des ouvriers ; dans certains cas, ils sont même apparus comme plus radicaux que la "base". Ainsi lorsque les ouvriers ont exprimé des critiques sur les directions syndicales,

ils ont tendu à s'identifier à l'appareil local.

Concernant l'EXTENSION de la lutte, l'idée que c'est seulement une grève des "ouvriers de la sidérurgie" est encore bien implantée dans la tête des ouvriers, et les syndicats ont fait tout leur possible pour renforcer ces illusions corporatistes. Les piquets ont donc principalement été considérés comme un moyen d'empêcher la circulation de l'acier et non comme un moyen d'appeler d'autres secteurs à REJOINDRE la grève.

Mais la logique de la grève tend inévitablement à pousser les actions des ouvriers plus loin que leurs idées immédiates. Du fait que de plus en plus de secteurs de l'industrie sont menacés de grève, la question de l'extension de la lutte se posera de façon beaucoup plus aigüe. Et si d'autres secteurs se mettent en grève, s'il y a des grèves simultanées qui commencent à converger en un seul mouvement, les syndicats seront contraints de plus en plus de jouer le rôle de second cordon de police, en s'opposant directement à la généralisation de la lutte. Dans une telle situation, la question de "qui organise la grève : les syndicats ou les ouvriers" sera aussi posée de façon plus aigüe, comme elle a commencé à se poser en France durant les luttes de Longwy-Denain. Mais même si les ouvriers de la sidérurgie n'atteignent pas un tel niveau dans cette phase de la lutte, les leçons de cette grève ne seront pas perdues pour les luttes futures qui attendent les ouvriers. Ces leçons sont les mêmes que les leçons de Longwy, de Rotterdam, de toutes les luttes à travers le monde : une grève organisée par les syndicats est une grève désorganisée, une grève organisée par les ouvriers ne peut tout ou tard que s'affronter aux syndicats. Une grève qui reste isolée à une usine ou à un secteur est condamnée d'avance. Il faut donc étendre la lutte à travers la classe. Il n'y a pas une lutte des ouvriers de la sidérurgie par ci, une lutte des ouvriers anglais par là, mais la lutte d'une même classe internationale contre le même système décadent en crise.

CD Ward
(17-1-80)

NOTES :
(1) TUC : centrale des syndicats britanniques
(2) shop stewards : délégués de base

DENAIN: L'ENTERREMENT SYNDICAL

Le lendemain du jour où les ouvriers d'Alsthom Belfort cessaient leur lutte, usés par des semaines d'isolement et de sabotage syndical, la moitié des ouvriers d'Usinor-Denain recevaient leur lettre de mutation ou de pré-retraite... La CGT sans attendre la réaction des ouvriers se lançait alors dans une opération d'occupation de l'usine, visiblement préparée à l'avance, en s'appuyant sur la petite centaine de militants staliniens de l'usine. Une telle démarche qui entraîna certains ouvriers combattifs, était destinée à casser dans l'oeuf toute tentative de riposte "sauvage" des ouvriers en se donnant le moyen immédiat de contrôler les éléments susceptibles de lancer un nouveau mouvement de la taille du début de l'année 79. Les autres syndicats, CFTD et FO, ont de leur côté développé une propagande visant à assomiler toute velléité de luttes comme faisant le jeu des intérêts de boutique de la CGT. S'appuyant sur la méfiance légitime de nombreux ouvriers à l'égard de la CGT, et même de la forme de lutte "proposée", l'occupation, c'est à dire l'enfermement dans l'usine, la CFTD a accompli un travail de sape parmi la masse des ouvriers qui se trouvait prise entre deux fausses alternatives : soit rejoindre la poignée de staliniens occupant l'usine, et contrôlant des assemblées générales bidons et ultra-minoritaires, soit rester chez soi sans possibilité de discuter collectivement d'une véritable orientation de lutte. La CFTD pouvait clamer ainsi : "on (la CGT) demande à la CFTD d'appuyer une occupation d'usine rejetée par 85% des travailleurs." (Déclaration du 18-12-79), et présenter la

négociation comme seule voie réaliste !

Par ailleurs, la CFTD et FO, appuyées par la direction, jouèrent le chantage à une fermeture prématurée de l'usine causée par l'action de la CGT de blocage de la production.

Le mot d'ordre de la CGT fut essentiellement "Nous voulons vivre (!) et travailler à Denain" et fut associée à une attitude "dure" qui consista à empêcher toute manifestation d'autonomie ouvrière. Filtrant les entrées de l'usine occupée, la CGT appuyée par les staliniens locaux, fit une démonstration sordide de son rôle anti-ouvrier de clique décidée par tous les moyens de saboter toute tentative de luttes. Allant même jusqu'à dénoncer les ouvriers en désaccord avec la forme de lutte stérile imposée par elle comme des "rénégats" au service de la CFTD et de FO !

Chacun peut comprendre la désorientation et l'écoeurement de nombreux ouvriers de Denain voulant se battre et n'ayant comme possibilité que de se soumettre à la CGT ou passer pour un jaune ou un "traître" ! Certes, la CGT a pu se permettre cette tactique car la perspective est à la liquidation d'Usinor-Denain et la dispersion des ouvriers de cette usine... Mais nous pouvons mieux comprendre à présent toute la gamme des méthodes de sabotage de la lutte des syndicats qui vont des tentatives de casser la lutte des sidérurgistes de l'hiver dernier aux actions bidons prétendument radicales qui isolent les ouvriers et dont la tâche est de disperser complètement l'énergie et la combativité ouvrière.

P.L.J.

L'ETAT ORCHESTRE L'AUSTERITE

● C'est aux sons des appels à la "solidarité nationale", à "l'union de tous les français" que la bourgeoisie alarmée vient demander en ce début de 1980 à la classe ouvrière de se serrer un peu plus la ceinture.

79 avait déjà marqué une aggravation certaine de la condition de vie ouvrière. En effet, pour la première fois depuis les deux dernières décennies, les statistiques "officielles" ont fait état d'une baisse de 4% du pouvoir d'achat ouvrier pour le troisième trimestre de 79. Ne s'agissant pas là d'un accident de parcours et connaissant les manipulations auxquelles sont sujets les indices statistiques, on imagine sans peine l'ampleur de l'offensive à laquelle se livre actuellement la bourgeoisie sur la classe ouvrière. Les miracles de la libération des prix ne se sont pas fait attendre, et c'est une augmentation de 12% (officiellement!) des prix de détail qu'a connue l'année 79; le fuel domestique a augmenté de 55% en 79, l'essence, les loyers ont connu des hausses aussi spectaculaires. 79 a vu aussi un pas de plus franchi par la bourgeoisie: ne se contentant plus aux hausses "indirectes", elle a porté une attaque frontale contre les salaires en augmentant la part versée à la cotisation à la Sécurité sociale. Enfin, l'augmentation ininterrompue du chômage a amené le gouvernement, en accord avec les "partenaires sociaux" à affiner une réforme de la législation sur le chômage privant de toute subvention et du bénéfice de la sécurité sociale les travailleurs inscrits à l'ANPE depuis plus de trois ans.

Mais 79 n'était rien comparé à ce qui s'annonce. D'après toutes les perspectives économiques, 80 va marquer une accélération de la crise bien pire que celle de 75, bien plus brutale, bien plus profonde. "En d'autres termes, les travailleurs du monde entier vont connaître la plus violente dégradation de leurs conditions de vie depuis la seconde guerre mondiale.

Des nouveaux millions de travailleurs vont être licenciés dans tous les pays, même dans ceux qui semblaient garder la tête hors de l'eau. Quant aux salaires réels, ils vont connaître de violentes réductions par l'action combinée des politiques de blocage de salaires et de l'aggravation de l'inflation" ("L'accélération de la crise", Revue Internationale n°20).

D'une nouvelle accélération de la crise, l'exacerbation des tensions impérialistes est le plus frappant. Les mesures décidées par le budget 80 pour la France en sont aussi un signe avant-coureur: outre les blocages de salaires et l'inflation, en effet, il faudra compter avec la dégradation de tous les "services publics": hôpitaux, écoles, transports, etc... D'une manière générale, le budget 80 est en effet celui du blocage des crédits aux services publics (ce qui, compte tenu de l'inflation correspond à une diminution), c'est à dire celui d'une réduction draconienne des dépenses de l'Etat, outre celles de l'armement.

C'est principalement dans les hôpitaux que cela va prendre les dimensions les plus dramatiques. Arguant d'une estimation selon laquelle il y a environ 20% de lits en trop par rapport aux normes fixées pour la France entière, le ministère de la Santé s'est doté du pouvoir de supprimer des lits dans un établissement. Des services ferment ou refusent par exemple de faire des transfusions sanguines et pour certaines opérations délicates, il faut passer par une liste d'attente. En plus des licenciements que ces dispositions ne manquent pas d'entraîner, c'est la possibilité même de se voir dispenser en temps utile des soins médicaux qui se trouve compromise. La journée d'hospitalisation coûtera désormais 638 f, interdisant définitivement l'accès de l'hôpital à ceux qui ne peuvent bénéficier de la Sécurité Sociale, par exemple les chômeurs radiés de la liste de l'ANPE: entrete-

nir la force du travail coûte cher, surtout lorsque ce sont des chômeurs improductifs... Un projet dont on peut gager qu'il se réalisera consiste à limiter le remboursement des médicaments sur la base d'un certain niveau au delà duquel le consommateur les prendra à sa charge. C'est là paraît-il une mesure de sauvegarde de la Sécurité sociale face à la forte augmentation (12 à 40%) que risque d'entraîner la libération des prix pharmaceutiques. Ces mesures mettent à nu, s'il en était encore besoin, la façon dont le capital considère la survie des ouvriers: comme celle des machines, intimement liée à ses critères de profit et de rentabilité.

D'autres services publics sont également concernés et c'est ainsi qu'on enregistre aux PTT une hausse de 12% sur certains tarifs, de même pour les tarifs marchandises de la SNCF, ce qui ne manquera pas de se répercuter sur bon nombre d'autres produits, les tarifs voyageurs étant promis à une augmentation imminente. L'électricité et le gaz coûteront plus cher aux particuliers: respectivement de 10,8% et 11,8%. Les classes des écoles et des lycées subiront le même sort que les lits d'hôpitaux: bon nombre en seront supprimées à la prochaine rentrée, sous prétexte de "baisse démographique".

La télévision, le pain, le charbon, les contraventions, le fuel, les loyers, tous vont connaître des augmentations de 3 à 11%. Tous les prix devraient être progressivement libérés en 80 et cette libération s'étendra aux assurances en passant par le commerce. En effet, les commerçants pourront fixer librement leurs marges; heureusement qu'en échange, ils s'engagent à la sagesse et à la modération! Signalons aussi le relèvement du coût du crédit à la consommation qui passe de 20 à 23%, de l'impôt sur le revenu qui s'étend à de nouvelles catégories de retraités.

Les salaires déjà amplement grévés par l'augmentation générale du coût

des services, par l'inflation, se voient amputés des 5,5% de leur montant correspondant au nouveau barème de la sécurité sociale. A cela s'ajoutent pour certains les pertes de salaires relatives à l'arrêt momentané de la production ou aux diminutions quotidiennes du temps de travail (chez Talbot par exemple), tandis que le chômage prend de l'ampleur (risques de licenciements chez Renault suite aux concentrations) et qu'il se développe un climat général de lutte contre l'absentéisme quels qu'en soient les motifs.

La liste est longue qui nous montre que l'attaque menée par la bourgeoisie contre les conditions de vie du prolétariat est une attaque frontale et c'est l'Etat qui la mène. Dans le salaire ouvrier, il y a une part qui est directement versée aux travailleurs et une part qui lui est rendue sous forme de services (ex: la santé). C'est aux deux niveaux que la bourgeoisie attaque.

C'est la fin du mythe de l'Etat social, de l'Etat providence. Avec la crise, l'Etat se révèle pour ce qu'il est, ne pouvant plus entretenir son vernis social qui lui donnait un air d'arbitre: l'instrument de la classe exploiteuse, un instrument qui s'est hypertrophié depuis le début du siècle et dont il ne reste aujourd'hui que l'aspect d'omniprésence totalitaire sur la société. L'Etat est le chef d'orchestre des mesures d'austérité. Cela montre bien dans quel sens la lutte ouvrière doit s'engager: l'ennemi, ce n'est pas seulement tel ou tel patron, c'est l'ensemble de la bourgeoisie regroupée derrière son Etat, et c'est à cet ennemi que l'ensemble de la classe ouvrière doit s'affronter. Cette réalité nous démontre à l'évidence la nécessité de généraliser, d'étendre les luttes, de s'affronter globalement à la machine de guerre de la bourgeoisie: l'Etat.

P.K.

DE LA DROITE A LA GAUCHE...

SUITE DE LA p1

je me consacre à cette recherche de l'unité de tous les français" déclarait Giscard le 1er janvier.

Cette menace extérieure, c'est encore pour l'instant la crise du pétrole que la bourgeoisie de droite agite comme une fatalité indépendante de sa (bonne) volonté pour masquer que la crise et la guerre sont le produit du système même.

Mais pour préparer le terrain, il faut, dès à présent, charger de tous les maux celui que l'on désignera dans un deuxième temps comme l'ennemi, la menace extérieure directe.

Le déchainement de la propagande contre les régimes totalitaires fauteurs de guerre et oppresseurs, développée dernièrement à propos du Cambodge, et qui reprend avec l'invasion de l'Afghanistan n'a pas d'autre but. De même que la relance de la campagne pour les droits de l'homme dont l'exil de Sakharov fournit le bon prétexte. Agiter la menace de guerre pour amener les ouvriers à s'y résigner et à accepter l'embrigadement final est donc le sens des propos de la droite sur une troisième guerre mondiale.

Mais là n'est pas le principal danger pour le prolétariat, car une telle propagande ne peut porter ses fruits que si les ouvriers sont d'abord détournés du terrain de lutte. Et ce premier travail essentiel de démobilitation, c'est la gauche qui s'en charge; comme en 36 elle s'était chargée d'achever la classe ouvrière en la poussant dans l'ornière de "l'Union Nationale" et l'a ainsi menée à l'abattoir de la 2ème guerre, aujourd'hui, en niant ou minimisant le danger de guerre la gauche tente d'endormir d'émousser la combativité montante du prolétariat.

La tactique qui consiste à masquer à quelqu'un l'existence d'un danger pour le laisser désarmé le moment venu n'est pas moins criminelle que celle qui consiste à l'accoutumer à ce danger afin qu'il s'y résigne.

Il faut se souvenir que dans les années 70, la gauche tenait le même langage à propos de la crise. La crise,

disait-elle, n'existe pas, c'est une invention des patrons pour réaliser des superprofits sur le dos des ouvriers, ce n'est qu'une question de gestion, pour changer votre vie, changez de gestionnaires, votez pour le Programme Commun. Et en l'endormant sur la réalité de la crise pour la mener dans l'impasse de l'électoratisme, elle a réussi à la détourner pour un bon moment de ses luttes; le Programme Commun effondré, la classe ouvrière s'est réveillée face à une crise mondiale encore plus profonde, une austérité d'autant plus grande que la bourgeoisie de droite avait eue les mains libres pour son attaque.

Aujourd'hui, la gauche nous ressort le même baratin à propos d'une menace de guerre qui ne serait qu'un simple mensonge de la droite.

Souvenons nous que la Social-Démocratie avant 14, en minimisant constamment le danger de guerre avant qu'elle n'éclate, a affaibli la résistance ouvrière et a rendu ainsi cette guerre possible.

Comme la gauche a tenté de masquer la gravité de la crise, elle tente aujourd'hui de masquer la gravité de la situation: il est plus difficile de paralyser une classe qui prend conscience que les attaques qui lui sont faites n'ont d'autre aboutissement que la guerre. Mieux vaut la persuader que le mal est passager et qu'au besoin, il n'est pas si grave de céder.

Mais là ne s'arrête pas la contribution de la gauche à l'effort de guerre.

Le nationalisme est la base de tout enrôlement guerrier; dans ce domaine, la gauche rivalise bien avec la droite. Que ce soit un nationalisme pro-russe ou pro-américain en fonction des options internationalistes, tous deux aboutissent au même résultat: escamoter les antagonismes de classe pour y substituer des antagonismes entre nations. C'est ainsi qu'on appelle les ouvriers à s'entre-massacrer.

Le PS en développant une offensive tout azimut sur le problème

des droits de l'homme qui vient s'intégrer parfaitement dans la propagande belliciste de l'occident.

Le PC en continuant son ignoble propagande chauvine avec des slogans du style "Ne bradons pas les intérêts de la France" "Travaillons français", en déviant toutes les luttes sur le terrain de la défense de l'économie nationale, la lutte des sidérurgistes en lutte pour la défense de l'acier français, celle des mineurs en défense du charbon français. Le PC entrave ainsi la prise de conscience pour la classe ouvrière qu'elle est une classe aux intérêts communs internationalement

et s'oppose de cette façon à sa constitution en une force unie qui pourrait résister à la guerre.

Toute la propagande de la bourgeoisie de la droite à la gauche n'a qu'un seul but, mobiliser la classe ouvrière sur le terrain national, l'immobiliser face à la guerre qui menace.

"Les prolétaires n'ont pas de patrie" voilà ce que la classe ouvrière doit savoir réaffirmer avec plus de force que jamais aujourd'hui pour s'opposer à cette nouvelle menace de guerre contre toutes les propagandes meurtrières de la gauche comme de la droite.

G.

le prolétariat, seule force révolutionnaire

SUITE DE LA p 6

POURQUOI LA SEULE CLASSE REVOLUTIONNAIRE? Poratifs.

La classe ouvrière n'a pas à lier sa lutte avec les réactions d'autres classes. Aucune de ces classes n'est en soi révolutionnaire. Les couches marginales et petites-bourgeoises, la paysannerie se dissolvent petit à petit et se prolétarisent. Mais ces couches ne peuvent mener leur combat de manière consciente et uniformisée et ce ne sont pas leurs revendications qui remettront en cause le système capitaliste. Les petits propriétaires peuvent bien s'opposer aux monopoles, mais leur alternative se limite à la libre concurrence, ce qui signifie bel et bien un retour au commencement du capitalisme.

Il est évident que pour les ouvriers il n'y a pas de différence à être exploités par un petit ou un grand patron, par l'Etat ou par des propriétaires individuels. La lutte ouvrière ne peut mener qu'à un affrontement généralisé avec le capital. D'autres couches sont de par leur position liées au capital. On peut constater comment leur lutte actuellement (par ex. celle des médecins) ne vise qu'à adapter le système capitaliste dont ils font entièrement partie aussi longtemps que ces couches défendent des intérêts cor-

Pour toutes ces couches sociales, il n'existe qu'une seule issue: celle de suivre la classe ouvrière. Beaucoup sont prolétarisées et peuvent se rendre compte que leur classe sociale d'origine n'a plus d'avenir. Quand la classe ouvrière montrera la force de son combat autonome, il deviendra plus clair qu'il existe une alternative communiste, alors seulement elle pourra recevoir le soutien des autres couches non-exploiteuses. Mais quand les ouvriers abandonnent l'autonomie de leur combat et qu'ils se laissent mobiliser par la lutte du "peuple", ils n'aident pas les autres couches dominées, mais favorisent au contraire la bourgeoisie. Ils renforcent les illusions que ces autres couches peuvent encore avoir sur leur statut dans la société capitaliste.

Chaque fois qu'un parti nous appelle à nous lever pour la lutte du "peuple", il faut se rendre compte qu'il s'agit là d'un parti bourgeois qui cherche en fait à dévoyer notre lutte autonome et à protéger l'existence du système capitaliste. SEULE LA CLASSE OUVRIERE PEUT SE LIBERER ELLE-MEME, ELLE SEULE PEUT LIBERER L'HUMANITE ENTIERE.

(synthèse d'un article paru dans Acción Proletaria n° 23)

GUERRE OU REVOLUTION

suite de la p.1

l'homme", Carter et ses amis tentent de préparer l'opinion à l'idée d'une guerre contre l'URSS. Dernièrement, les hausses pétrolières et surtout la prise d'otages de Téhéran avaient servi de prétexte à une relance massive de la campagne belliciste : soit-disant pour défendre "notre sécurité", pour protéger "nos intérêts" il fallait être prêts à une intervention militaire à l'extérieur. Aujourd'hui, avec l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, la campagne bat son plein : utilisant à fond les énormes moyens dont elle dispose, la bourgeoisie essaye d'imposer l'idée que "la guerre devient inévitable", que "c'est la faute des autres", qu'on "n'y est pour rien" mais "qu'on ne peut pas faire autrement" et qu'il faut s'y préparer.

Inévitable la guerre ?

C'est vrai du point de vue du capitalisme. Deux boucheries mondiales ont démontré que la guerre généralisée est la seule réponse que ce système soit capable d'apporter à l'aggravation de sa crise économique.

Et ce n'est pas seulement parce qu'il existe des régimes particulièrement bellicistes - celui d'Allemagne hier, celui de Russie aujourd'hui - qu'il y a la guerre. Tous les pays se préparent à la guerre, tous les gouvernements augmentent sans cesse les budgets militaires, tous les gouvernements et tous les partis, y compris ceux qui se disent "ouvriers", en appellent "à la défense de la patrie", cette défense de la patrie qui depuis 1914 a valu à l'humanité le massacre de plus de 100 millions d'individus, tous portent la même responsabilité dans les holocaustes du passé et dans ceux que le capitalisme prépare. Quand des gangsters règlent des comptes entre eux, quel intérêt y a-t-il de savoir lequel a sorti le premier son pistolet ? Avant les guerres, les gangsters impérialistes qui ont le plus gros butin se payent le luxe en général de passer pour les "agresseurs". Après les guerres on découvre toujours que les "agresseurs" étaient, comme par hasard, ceux qui le les ont perdues. Dans les guerres impérialistes, tous les pays sont agres-

seurs, les seuls "agresseurs" sont les exploités qu'on envoie au massacre pour la défense de leur bourgeoisie respective.

Si, aujourd'hui, la bourgeoisie de tous les pays accentue ses préparatifs de guerre, c'est qu'elle est de plus en plus prise à la gorge par la crise de son économie. Pendant des années, elle a tenté de surmonter cette crise par toutes sortes de politiques qui avaient toutes un point commun : l'austérité pour les travailleurs. Mais malgré l'austérité sans cesse s'aggravant

chacun des remèdes essayés par la bourgeoisie s'est révélé pire que le mal. Chaque fois qu'elle a voulu réduire l'inflation elle n'a réduit que la production, chaque fois qu'elle a tenté de "relancer" la production, elle n'a fait que relancer l'inflation. Et tant qu'elle a espéré sans sortir ainsi, elle n'a cessé de répéter aux prolétaires qu'ils devaient "faire des sacrifices aujourd'hui pour que ça aille mieux demain". Mais, de plus en plus, la réalité s'est chargée de démentir un tel optimisme. De plus en plus, l'immense de son économie a conduit la bourgeoisie dans la fuite en avant, et cette fuite en avant c'est la guerre. Ces dernières années, les guerres locales où s'affrontent les grandes puissances impérialistes n'ont cessé de se multiplier et s'aggraver : Afrique, Cambodge, Vietnam-Chine et, aujourd'hui, l'Afghanistan. L'invasion de ce pays par l'URSS ne signifie nullement que le "socialisme serait par essence fauteur de guerre". Ce qu'elle démontre c'est que ce pays - tout comme la Chine et tous ceux qui se disent "socialistes" - est capitaliste et impérialiste comme tous les autres, qu'il est soumis à la même crise mondiale qui frappe tout le capitalisme, que partout il est incapable de surmonter et qui partout le pousse vers la guerre.

Ainsi, de plus en plus, partout dans le monde, la bourgeoisie se rend compte que la seule perspective qu'elle ait devant elle est une nouvelle guerre généralisée.

De fait, tant du point de vue du niveau de la crise que du niveau des armements, les conditions pour une nouvelle boucherie mondiale sont bien plus mûres qu'elles n'étaient en 1914 ou 1939. Ce qui a, jusqu'à présent, retenu le bras criminel de la bourgeoisie, c'est son incapacité à mobiliser les populations et en particulier la classe ouvrière, derrière ses objectifs impérialistes. Les luttes ouvrières qui se sont développées depuis 1968 sont le signe que, jusqu'à maintenant, la bourgeoisie n'a pas eu les mains libres pour apporter sa propre réponse à la crise insoluble de son économie : la guerre mondiale.

Et c'est à tenter de modifier un tel état de choses qu'elle s'emploie aujourd'hui en intensifiant son battage sur la menace de guerre.

De moins en moins, la bourgeoisie prétend que "ça ira mieux demain". Au contraire, à l'heure actuelle, si elle demande des sacrifices aux travailleurs c'est en laissant entendre qu'elle en demandera de plus en plus et y compris le sacrifice suprême, celui de leur vie dans le cadre d'une guerre généralisée.

Le discours qu'elle nous tient est le suivant : "C'est vrai qu'il y a une menace de guerre, mais la guerre est une fatalité qui ne dépend pas de nous et qu'on ne peut pas éviter, il faut donc resserrer l'union nationale, accepter des sacrifices, s'imposer le surcroît d'austérité que représentent les programmes d'armement".

Quelle issue pour la classe ouvrière ?

C'est vrai que la guerre est une fatalité pour la bourgeoisie ! De son point de vue, dans sa logique, c'est la seule perspective qu'elle puisse offrir à la société. Et toute sa campagne actuelle n'a pas d'autre but que de faire accepter ce point de vue, cette logique, par la classe ouvrière. Tout le battage assourdissant sur la guerre, s'il traduit une menace réelle qui s'étend jour après jour sur l'humanité, a pour but d'inciter les prolétaires à la résignation, à l'acceptation d'un nouvel holocauste encore bien plus terrible que les précédents.

Et si les prolétaires acceptent la logique bourgeoise, alors OUI, la guerre mondiale est inévitable !

S'ils capitulent devant les discours de la classe dominante, s'ils accentuent sans réagir les sacrifices toujours plus grands qu'elle leur demande, s'ils consentent à abandonner leurs luttes de classe au nom de "l'union nationale" ou de "l'intérêt national", qui n'est jamais autre chose que l'intérêt du capital, alors OUI !, la bourgeoisie aura les mains libres pour déchaîner une nouvelle boucherie impérialiste qui, cette fois, risque de détruire toute l'humanité !

PROLÉTAIRES DU MONDE ENTIER :

La responsabilité qui pèse aujourd'hui sur vos épaules est immense. C'est toute la société qu'est menacée par les contradictions insolubles du capitalisme. Mais seule la classe ouvrière est en mesure d'arrêter la main criminelle de ce système. Pour entraîner les populations vers la guerre, la classe dominante et son Etat ont besoin de "discipline" et "d'obéissance". Et qui d'autre que le prolétariat, par sa lutte intransigeante, est en mesure de briser la discipline du capital.

Ce n'est qu'en reprenant ses luttes de résistance contre l'austérité, le chômage et la misère, en les élargissant, en les renforçant contre les entraves que syndicats et partis de gauche ne cessent, même avec un langage radical, de leur opposer, que la classe ouvrière pourra freiner la tendance propre au capitalisme vers la guerre généralisée.

Mais ce n'est pas encore suffisant ! Ce n'est qu'en comprenant clairement que la lutte contre l'austérité et la lutte contre la guerre sont une même et seule lutte qu'il ne suffit pas de résister à l'austérité sur le plan uniquement économique mais qu'il est nécessaire de passer à l'offensive afin d'ébranler toujours plus le pouvoir de la bourgeoisie, qu'elle pourra réellement éloigner la menace de guerre.

Enfin, ces luttes n'auront toute leur efficacité, toute leur dimension, le prolétariat ne pourra en tirer tous les enseignements, que s'il les conçoit comme des préparatifs pour l'affrontement généralisé et décisif qui, en abattant le capitalisme, débarrassera l'humanité de toutes les calamités que ce système lui impose : l'exploitation, la misère, les famines, les génocides et les holocaustes impérialistes.

C.C.I. 20.1.80

AFGHANISTAN / IRAN

LA FIN DE LA "DETENTE"...

● Le mythe de la "coexistence pacifique" est bien mort, l'invasion de l'Afghanistan par les chars russes, les représailles américaines sont la preuve des tensions inter-impérialistes grandissantes qui agitent le monde capitaliste. La fuite en avant de la bourgeoisie face à la crise se fait de plus en plus au pas cadencé de la marche vers la guerre.

La propagande occidentale a beau jeu de montrer le bloc adverse comme le bloc "agressif". En Afghanistan le capitalisme russe a en effet mis le "paquet" : 100000 hommes, des centaines de chars amenés par la route et par un pont aérien d'Antonov 22. Pourquoi un tel déploiement de force ? Nul n'a d'illusion sur le caractère humanitaire d'une telle intervention militaire malgré tout ce que peut prétendre la propagande russe. L'Afghanistan n'est pas un enjeu économique important, au contraire ; par contre du point de vue stratégique c'est une autre affaire. Situé entre la Chine, l'URSS, l'Iran et le Pakistan, l'Afghanistan est au centre d'une zone stratégique de première importance : les chars russes sont désormais à quelques heures de route du détroit d'Ormuz et des champs pétroliers du golfe persique. Ainsi, c'est une des sources essentielles d'approvisionnement du bloc occidental en pétrole qui est menacée et cela dans une zone qui a été marquée ces dernières années par une profonde instabilité

Une fois de plus après l'Angola, l'Éthiopie, le Cambodge, l'Afghanistan montre que le bloc russe ne peut compter que sur sa force militaire pour desserrer l'étau qui l'étouffe. Par cela il ne fait qu'exprimer sa relative faiblesse vis-à-vis de son rival impérialiste : le bloc américain, qui lui peut jouer à la fois la carte économique et militaire. Dans ces conditions le bloc russe est-il plus agressif que le bloc occidental ? Le problème n'est pas là, c'est toujours le bloc économiquement le plus faible qui apparaît comme le plus agressif car il n'a pas d'autre possibilité que l'épreuve de

force militaire pour défendre ses intérêts sur le marché mondial. Ce fut déjà dans le passé le cas du bloc de l'Axe dont la rivalité avec l'Occident devait mener à la seconde guerre mondiale. Le danger de guerre ne provient pas d'un bloc plus que d'un autre, il provient de la situation du monde capitaliste divisé en blocs impérialistes.

La violence de la réaction occidentale au-delà de l'enjeu de l'Afghanistan montre de quelle manière la bourgeoisie se prépare intensivement à la guerre : - du point de vue militaire : 5 % d'augmentation du budget militaire aux États-Unis (programme de construction de 7 000 chars lourds, modernisation des avions KC 135, accélération du programme de missiles MX, etc.), programme d'armement de la Chine, du Pakistan financés par l'Occident.

- du point de vue idéologique : dans la continuité de la campagne mystificatrice pour la libération des 50 otages de Téhéran qui avait dénoncé le "fanatisme islamique", aujourd'hui c'est une campagne qui s'attaque directement à l'URSS au nom de la défense de ces mêmes "fanatiques religieux" que sont les guerilleros musulmans anti-russe d'Afghanistan, nous assistons à une réactionnalisation de la campagne des "droits de l'homme" en particulier au travers de la campagne pour le boycott des jeux olympiques.

- du point de vue diplomatique : après que l'aide au Pakistan ait été supprimée il y a plus d'un an parce que celui-ci voulait se doter de l'arme atomique, c'est une aide militaire massive qui est débloquée pour réarmer ce pays. Vis-à-vis de l'Iran, le problème des otages est mis en sourdine et c'est à des appels du pied de plus en plus pressant des États-Unis auxquels nous assistons, et Banisadr, le leader iranien, ne vient-il pas de déclarer que l'Iran est prêt à aider militairement le peuple afghan ? Oubliées les querelles d'hier, les États-Unis font resserrer les rangs au sein de leur bloc pour faire face au danger réel de leur point de vue : l'URSS. On voit bien ainsi que la campagne contre l'Iran était essentiellement un moyen de tenter de mobiliser l'opinion publique occidentale

autour de la défense de son bloc, et qu'il n'y avait pas de contradiction fondamentale entre Iran et USA.

- du point de vue économique : l'Occident s'oriente vers une politique de blocus économique vis-à-vis de son rival (bié, matériel technologique, crédits, etc.).

Une telle situation montre à l'évidence qu'aucun bloc ne le cède en arrogance, en agressivité à l'autre. Les États-Unis qui se prétendent aujourd'hui les défenseurs de la liberté et des droits de l'homme oublient bien vite les massacres du Vietnam et toutes les dictatures sanglantes qu'ils soutiennent de par le monde (Chili, Argentine, Chine, Indonésie, Libéria, etc.).

C'est toujours au nom des grands principes que l'impérialisme justifie les pires massacres. C'est au nom du peuple afghan que l'URSS est intervenue, c'est au nom du peuple afghan que les USA développent leur riposte. Mais ce qui est en toile de fond ce sont toujours les mêmes sordides enjeux économiques et stratégiques : en l'occurrence le pétrole du golfe persique.

L'affaire Sakharov dans le climat de tension actuel tombe à point pour réactiver la propagande pour les droits de l'homme et mobiliser encore plus l'opinion contre l'URSS. Quant à elle, l'URSS peut dénoncer la répression contre les Black Panther aux États-Unis, le Chili, l'Argentine, etc. pour montrer l'atrocité de l'impérialisme adverse. Quand l'URSS dénonce la barbarie "occidentale" et quand les USA dénoncent la barbarie "soviétique", ils ont chacun raison, ils n'ont pas besoin d'inventer. Mais derrière le masque humaniste de telles propagandes ce que la bourgeoisie veut, c'est faire accepter encore plus d'atrocités, encore plus de crimes, ce qu'elle essaie de faire accepter au prolétariat du monde entier, c'est une nouvelle guerre mondiale qui se chifferrait par des millions et des millions de morts.

On a vu par quels massacres se caractérisent les rivalités entre les deux blocs : Corée, Vietnam, Cambodge, Éthiopie... des milliers, des millions de morts et de blessés. Aujourd'hui ce

sont les populations de l'Afghanistan qui sont appelées à en découdre contre les soldats et blindés russes ou contre les ingénieries américaines, le bilan est déjà lourd : des dizaines de milliers d'afghans morts, 2 000 soldats russes ont été tués ou blessés, emprisonnés, torturés. Et ce n'est qu'un début, chaque camp se réarme, se prépare à des affrontements de plus en plus sanglants : l'URSS fait venir de plus en plus d'hommes et d'armes, les USA se préparent à armer, à encadrer par les chinois, le Pakistan et l'Iran interposés les guerilleros musulmans voulant faire de l'Afghanistan un Vietnam où les russes vont s'empêtrer.

Toutes les conditions sont réunies pour que cette région du monde continue à subir l'intensification des affrontements sanglants dictés par l'impérialisme. Localement, nulle force n'est capable d'enrayer la marche guerrière des impérialismes : le prolétariat est faible en Afghanistan. On ne peut s'attendre à y trouver la même situation qu'en Iran, où, après quatre mois de grèves générales, l'année dernière, c'est l'armée qui a reculé et s'est même à moitié désagrégée (50 % de déserteurs qui n'ont jamais regagné les rangs). Les 14 soldats de l'armée rouge qui ont refusé de massacrer au nom de l'intérêt de l'URSS ont montré l'exemple. Ils ont payé ce geste de courage de leur vie sous les balles du peloton d'exécution. Mais ces réactions ne sont pas suffisantes pour enrayer la marche de la bourgeoisie. Seul le prolétariat mondial par sa lutte peut arrêter la fringale sanguinaire du capital ; le prolétariat "soviétique" parce qu'il est directement impliqué dans la guerre, parce que "sa" bourgeoisie lui fait verser son sang pour des intérêts qui ne sont pas les siens, parce qu'il paye directement le prix de cette guerre ; le prolétariat du monde entier, est et ouest confondus, parce que l'intensification des préparatifs de guerre signifie encore plus d'austérité, encore plus de sacrifices, sans rien à gagner qu'encre plus de barbarie, encore plus de massacres.

J.J.

POURQUOI LA CLASSE OUVRIERE EST LA SEULE FORCE REVOLUTIONNAIRE ?

● Seule la classe ouvrière peut réaliser le communisme, instaurer de nouveaux rapports de production, établir de nouvelles relations sociales. "Les auteurs socialistes n'attribuent pas au prolétariat ce rôle mondial, comme la "critique critique" affecte de le croire, parce qu'ils considèrent les prolétaires comme des dieux. C'est plutôt le contraire. Parce que l'abstraction de toute humanité et même l'illusion de l'humanité est consommée dans le prolétariat. Parce que les conditions de vie du prolétariat résument toute l'inhumanité des conditions de vie dans la société actuelle. Parce que dans le prolétariat, l'homme s'est perdu lui-même, mais a en même temps, non seulement gagné la conscience historique de cette perte, mais a été forcé de se révolter directement contre cette inhumanité à cause de la misère devenue absolue, impossible à voiler, impérieuse expression pratique de la nécessité. Et c'est pour tout cela que le prolétariat peut s'affranchir lui-même et y être obligé. Mais il ne peut s'affranchir lui-même sans abolir ses propres conditions d'existence. Or, il ne peut supprimer ses propres conditions d'existence sans supprimer toutes les conditions d'existence inhumaines de la société actuelle qui sont résumées dans sa situation. Ce n'est pas en vain qu'il passe par la plus dure, mais tonifiante, école du travail. Ce qui importe, ce n'est pas de savoir ce que tel ou tel prolétaire ou même le prolétariat tout entier, s'imaginent être son but momentané. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat est et ce qu'il sera historiquement contraint de faire conformément à sa nature." (Marx-Engels, 1843, la "La Sainte Famille").

La classe ouvrière est révolutionnaire et exploitée, en tant que classe, elle ne peut exploiter d'autres groupes sociaux. La révolution prolétarienne mettra un terme aux rapports sociaux basés sur la misère de la majorité provoquée par la domination d'une minorité. Nous ne pouvons affirmer que la classe ouvrière est en ce moment précis révolutionnaire. Cependant, nous pouvons affirmer historiquement un processus est en cours qui a plus ou moins long terme doit conduire à la destruction du capitalisme. Les prémisses se trouvent dans les bases mêmes du capitalisme - l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat - mais ce n'est que quand ces contradictions sont devenues générales et radicales que la révolution se trouve à l'ordre du jour. Quels sont donc les facteurs de maturation de ces contradictions ?

1) LES CONDITIONS MATERIELLES

Les conditions matérielles pour la révolution dans la période présente sont déjà remplies : "Le mode de production, les rapports dans lesquels les forces productives se développent ne sont pas des lois éternelles, ils correspondent à un développement déterminé des hommes et de leurs forces productives. Un changement survenu dans les forces productives des hommes amènent nécessairement un changement dans leurs rapports de production." (Marx, "Misère de la philosophie").

En ce moment, le capitalisme est incapable d'utiliser, d'intégrer dans les rapports de production les forces productives existantes - y compris la force de production ouvrière. Dans les années 60, plus de 18 % de la population active mondiale était réduite au chômage. Dans une société communiste, une hausse de la productivité, résultat d'améliorations techniques, procurerait plus de temps libre pour chacun, alors que dans la société capitaliste un accroissement de la productivité ne procure que du chômage et une exacerbation de l'exploitation pour ceux qui restent au travail. A la porte de la misère en plus et tout cela à cause de la recherche de profits (pour les patrons et les bureaucraties d'Etat). Dans le capitalisme, les forces productives grandissantes ne peuvent plus être utilisées, et il n'existe aucune possibilité de solution au sein du système. La solution se trouve bel et bien dans la destruction du capitalisme qui ne produit que pour le profit.

Le développement des forces productives actuelles est capable d'amener l'abondance pour chacun, mais seule la classe ouvrière (qui n'a aucun privi-

lège économique à défendre) peut les orienter au profit de tout le monde, sans pour cela devoir créer de nouvelles formes de domination.

Une autre condition matérielle pour la révolution consiste dans le fait que la classe ouvrière est désormais suffisamment développée et concentrée pour répondre comme un corps uni, collectif, aux attaques de la bourgeoisie.

Cependant la bourgeoisie tente de maintenir des différences parmi les ouvriers, que se soit par rapport aux divers secteurs, au niveau des salaires, et cela sert essentiellement à accentuer la concurrence entre travailleurs : qui travaille dur aura plus rapidement une promotion.

Mais dans le courant de l'histoire économique, avec la concentration de plus en plus forte du capital et son extension à l'échelle mondiale, les conditions d'exploitation de tous les ouvriers ont tendance à s'uniformiser. La spécialisation technique est devenue de plus en plus secondaire. Et si de plus en plus d'opérations partielles sont nécessaires pour la fabrication

du produit, par contre aucun travailleur, aucune tâche n'est plus indispensable au résultat. Cette uniformisation de la condition professionnelle des ouvriers, bien qu'aliénante, représente aussi un élément important pour forger l'unité dans la lutte pour la révolution.

Mais une autre condition indispensable doit être analysée.

LA CONSCIENCE

Les forces productives sont suffisamment développées, la classe ouvrière défend partout les mêmes intérêts dans le monde, on doit donc se demander pourquoi nous n'avons pas vécu cette révolution mondiale? La réponse est claire : la classe ouvrière doit prendre conscience de ses intérêts, de la nécessité de la révolution. Et cette conscience ne tombe pas du ciel, elle ne peut que naître du combat de classe, de ses expériences passées, de ses victoires et de ses échecs. Mais ces défaites ne doivent pas conduire au découragement, elles doivent servir de leçons pour

éviter les pièges futurs de la bourgeoisie, les hésitations qui se feront jour dans la lutte future.

Mais les ouvriers qui ont déjà commencé à prendre conscience de la nécessité révolutionnaire ne peuvent agir en lieu et place du reste de la classe : pour détruire le capitalisme, l'action consciente et révolutionnaire de toute la classe est nécessaire. Les ouvriers les plus conscients doivent s'organiser pour diffuser le plus systématiquement possible les positions communistes, pour chercher à comprendre les points faibles et la richesse des luttes passées et arriver ainsi à une perception beaucoup plus correcte des luttes à venir. Ce n'est qu'ainsi qu'ils peuvent contribuer au processus de prise de conscience de l'ensemble de leur classe et que sa lutte contre l'exploitation peut arriver à s'exprimer de façon radicale et révolutionnaire. Ce n'est qu'ainsi qu'ils peuvent renforcer l'unité, la solidarité, l'autonomie, la conscience, l'auto-organisation de leur classe qui s'affirment dans la lutte actuelle.

POURQUOI LA CLASSE OUVRIERE...

Au cours des années 60, toute une série de courants modernistes se sont développés, qui prétendaient que la classe ouvrière n'était plus révolutionnaire, et que le système l'avait récupérée pour deux raisons essentielles :

- l'embourgeoisement idéologique de la classe ouvrière.
- l'embourgeoisement matériel de la classe ouvrière, faisant qu'un certain luxe, une certaine aisance l'empêcheraient de lutter.

Ce que la première remarque oublie, c'est que chacun subit individuellement le poids de l'idéologie bourgeoise, c'est le cas pour tout le monde et pas seulement pour la classe ouvrière. L'idéologie dominante est celle de la classe dominante. Par le passé, des classes dominantes ont déjà été renversées par des révolutions. Dans la société bourgeoise, chacun est plus ou moins autoritaire, individualiste ou égoïste. Pourtant, dès que les ouvriers s'unissent pour défendre leurs intérêts de classe, il se passe autre chose. Dans cette lutte existe le germe de toute relation sociale opposée au capitalisme. On voit l'individualisme disparaître au profit de la solidarité et de la camaraderie et le courage succéder à la résignation. Tout à coup apparaît le besoin de discuter, de nouer de nouvelles relations. Des milliers et des milliers de moyens sont trouvés pour aider les camarades, certains vont même jusqu'à risquer leur peau pour empêcher l'arrestation d'un compagnon.

On peut répondre au deuxième argument encore plus facilement aujourd'hui que le système, avec ses plans d'austérité de plus en plus radicaux sous les effets de la crise, est occupé à supprimer le luxe et le superflu, et même plus.

Mais même si de nombreux ouvriers aspirent à posséder une auto ou la TV, il s'agit de réagir contre l'isolement et l'atomisation. De plus, les ouvriers n'obtiennent ces choses qu'après un travail intense et souvent pas mal d'heures supplémentaires, alors que pour la bourgeoisie, il s'agit de privilèges "normaux". Et même alors, ce "luxe" n'est pour l'ouvrier qu'un minimum de survie, minimum indispensable à la reconstitution de sa force de travail : la TV est un loisir qui ne nécessite pas d'énergie et permet de récupérer pour retourner au travail : de plus, c'est un puissant instrument d'endoctrinement). L'auto est un moyen pour raccourcir le temps de transport, donc aussi la durée du travail.

Mais avec l'exacerbation de la crise, il devient de plus en plus difficile pour les ouvriers de pouvoir maintenir le même niveau de vie. L'appauvrissement est la triste réalité quotidienne : la différence entre les prix et les salaires devient de plus en plus forte et conduira à une situation intenable. C'est cette réalité qui se trouve à la base de l'affrontement décisif pour la révolution.



brochures du c.c.i

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
brochure n°2

NATION

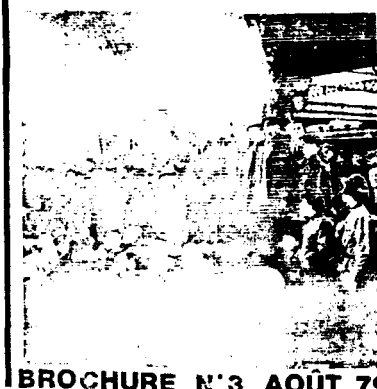


ou CLASSE ?



Courant Communiste International

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



BROCHURE N°3 AOÛT 79

VIE DE L'ORGANISATION



REUNIONS PUBLIQUES

AIX EN PROVENCE

Permanence : 13 février de 18 h à 19 h au Café "La Madeleine", Place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique le 16 février, à 17 h, au Café Victor Hugo, 52, Cours Victor Hugo, sur le thème : "Les communistes dans les luttes immédiates".
Permanence : le 7 mars de 18 h 30 à 20 h, à la même adresse.

CLERMONT - FERRAND

Réunion publique le 8 février, à 20 h 30, au Bar Galaxie, rue Fontglaive, sur le thème : "Contre la menace de guerre mondiale, renforcement des luttes prolétariennes".
Permanence : les deuxièmes samedi de chaque mois, à 14 h, à la même adresse.

DIJON

Réunion publique le 9 février, à 18 h, à la MJC Maladière, sur le thème : "Contre la menace de guerre mondiale, renforcement des luttes prolétariennes".
Permanence le 12 février, de 18 h à 19 h pavillon Saint Bernard Campus Montmuzard (face).

LILLE

Réunion publique le 16 février, à 14 h 30, au 23, rue Gosselet, sur le thème : "Sur la nécessité du regroupement des révolutionnaires".

MARSEILLE

Réunion publique le 7 mars, à 21 h, au 7 Bd Burel, Marseille 3ème, sur le thème : "Le regroupement des révolutionnaires".
Permanence le 15 février, de 18 h à 19 h, Bar Les Danades (Canebière) Square Stalingrad, Marseille 1er.

NANTES

Réunion publique le 23 février, à 17 h, au Centre social des Bourdaries, sur le thème : "Seule issue à la crise, guerre impérialiste ou révolution prolétarienne".
Contacts avec les diffuseurs, au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

PARIS

Réunion publique le 12 février, à 17 h, au 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte), Paris 13ème, sur le thème : "Quelle réalité derrière la propagande pour la 3ème guerre mondiale".
Permanence : tous les samedis (sauf le samedi de la réunion publique), à 16 h, à la même adresse (salle orange).

SAINT-NAZAIRE

Contacts avec les diffuseurs au marché, le 2ème dimanche du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le 22 février, à 21 h, au 48, rue de la République, sur le thème : "La bourgeoisie prépare la guerre, les luttes ouvrières annoncent la révolution".
Permanence : tous les samedis à 14 h 30, au Bar Le Colbert, avenue St Exupéry (Pont des Demoiselles).
Contacts avec les diffuseurs au Marché aux légumes sur le Bd (près place Jeanne d'Arc), les 2ème et 4ème dimanche de chaque mois et au marché aux puces (St Sernin), le 2ème samedi du mois de 10 h 30 à 11 h 30.

PUBLICATIONS DU C.C.I.

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martín
Caracas 102
(Venezuela)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11 549
1001 Gm AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

I.K.S.

Adresse en Allemagne :
IKS Postfach 410308
5000 Köln 41

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
● la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
● la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
● la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

REVUE INTERNATIONALE N°20

Les années 80 : les années de vérité
L'accélération de la crise
Derrière la crise Iran-USA : les campagnes idéologiques.
Combat ouvrier et manœuvres syndicales au Venezuela
Sur l'intervention des révolutionnaires : nos censeurs
Sur la question nationale (Gauche Mexicaine, 1938)
Sur le capitalisme d'Etat (Internationalisme, 1952)

BROCHURES

- Nation ou classe
- Congrès de R.I. 78
- Organisations communistes et conscience de classe
- Les syndicats contre la classe ouvrière
- Plate-forme de R.I.

INTERNATIONALISME N°38

-Années 80 : guerre ou révolution
-Syndicats : un langage dur pour freiner la lutte
-Régionalisme
-Le PS dans l'opposition
-L'affaire des missiles
-Iran : Unité Nationale
-Luttes de classes en France
-Grande Bretagne : l'austérité
-Afghanistan
-Pourquoi la classe ouvrière est la classe révolutionnaire
-La LRT et le Nicaragua

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale
France 60 F Etranger 80 F Par avion 100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement
France 40 F Etranger 50 F Par avion 70 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris

Directeur de Publication : D. Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

P.C.I. suite de la p.8

Le PCI "oublie" sa propre histoire et renie dans ses positions la continuité organique dont il se réclame tant par ailleurs.

La gauche italienne voyait au départ "les conditions de la victoire du pouvoir prolétarien (...) dans le fait que l'on confie les charges politiques et le contrôle de l'Etat à des hommes qui font passer l'intérêt général et le triomphe du communisme avant les intérêts immédiats et particuliers des groupes (...) et affirmait "la dictature du prolétariat sera donc la dictature du Parti Communiste".

C'est cette même position que reprend aujourd'hui le PCI, citant pour l'appuyer le Trotsky du "Cours Nouveau" de 1924 : "le prolétariat réalise sa dictature par l'Etat soviétique. Le Parti Communiste est le parti dirigeant du prolétariat, et par conséquent de son Etat. Toute la question est de réaliser ce pouvoir dans l'action sans le fondre sans l'appareil bureaucratique de l'Etat". Trotsky devait hélas en rester là. Il ne fera que constater une évolution d'un Etat "ouvrier" à un "Etat ouvrier dégénéré", il ne fera qu'une critique de la "bureaucratie", ce qui amènera les trotskystes par la défense de l'URSS et donc d'un impérialisme dans la deuxième guerre mon-

diale à passer dans le camp de la bourgeoisie.

La gauche italienne avec Bilan, reviendra sur la question dans de longues études sur la période de transition, et, poursuivant le travail du marxisme révolutionnaire, s'attachera à tirer de l'expérience russe une compréhension matérialiste de la nature de l'Etat dans la période de transition. "En effet, l'Etat doit sa plus grande puissance matérielle à des facteurs objectifs qui correspondent parfaitement aux intérêts des classes exploiteuses mais ne peuvent avoir aucun rapport avec la fonction révolutionnaire du prolétariat qui aura recours provisoirement à la dictature et y recourra pour accentuer le processus de dépérissement de l'Etat au travers d'une expansion de la production qui permettra d'extirper les bases mêmes des classes." ("Bilan", idem, nous soulignons.)

Le PCI est plus proche de Trotsky que de la gauche italienne.

C'est des apports de la gauche italienne que nous partons pour traiter de la question du rapport entre la dictature du prolétariat, l'Etat de la période de transition, et le parti politique du prolétariat, nous poursuivrons nos analyses sur cette question

car cet "interminable débat" ne sera définitivement tranché que dans la pratique de la classe ouvrière par l'instauration effective de la dictature prolétarienne. Le problème s'est posé dans le mouvement ouvrier, il n'a pas encore été résolu. Nous ne prétendons pas le résoudre en théorie, mais accélérer les conditions de sa résolution en pratique en le posant le plus clairement possible et en rejetant les formules qui tiennent d'un catéchisme. Soit on pense que tout était à prendre dans la politique et les conceptions des bolchéviks et on ne peut comprendre soi-même et donc expliquer dans les rangs du prolétariat ce qui est arrivé à la vague révolutionnaire précédente, condition vitale de la révolution. Soit on considère que la dictature du prolétariat ne peut s'exercer que sur l'Etat et dans ce cas on comprend le destin de la révolution russe, pourquoi loin de dépérir, l'Etat se renforce, et pourquoi "ce phénomène est seulement le fruit amer d'une situation historique qui empêche les bolchéviks et l'Internationale d'asservir l'Etat à une politique internationaliste qui fit d'eux, au contraire, les serviteurs de l'Etat contre le prolétariat, en les engageant dans la voie du socialisme national." (Bilan n° 31, Mitchell).



1848

PLATFORME

1871

REVOLUTION
INTERNATIONALE
1905
1917

CONTRE LE CATECHISME ETATIQUE DU P.C.I.

● Dans les numéros 301 et 302 de son journal, "Le Proletaire", le Parti Communiste International (Programme Communiste) consacre un article à réfuter notre analyse sur l'Etat dans la période de transition. Dans cet article, intitulé "Le CCI ou la phobie de l'autorité" (?), le PCI prétend fournir la démonstration de nos tentatives de "concilier anarchisme et marxisme" par notre défense d'une distinction à faire pour le prolétariat entre Etat de la période de transition et dictature du prolétariat. Parce que nous disons que "si le prolétariat doit se servir de l'Etat de la période de transition, il doit conserver sa complète indépendance à l'égard de cet organe", nous sommes pour le PCI "un exemple moderne des pitoyables acrobaties auxquelles sont contraintes ceux qui essaient (à concilier marxisme et anarchisme)... et notamment par l'interminable débat qui, depuis plus de quatre ans, non sans heurts et scissions, agite cette organisation au sujet de l'Etat et du principe central du marxisme : la dictature du prolétariat".

Nous saluons que le PCI ait suivi de près cet "interminable débat" qui nous anime certes depuis plus de quatre ans mais surtout parce qu'il est la continuation du débat qui anime le mouvement ouvrier depuis son origine. Hélas, cette attaque du PCI souffre d'un certain schématisme. Face à la critique à laquelle nous soumettons la conception de l'Etat prolétarien couramment admise, celle qui assimile strictement l'Etat qui surgit de la révolution à la dictature du prolétariat, le PCI n'a pas trouvé d'autre argumentation que de nous renvoyer les polémiques du marxisme contre l'anarchisme.

Les marxistes révolutionnaires ont souvent été confrontés à ce genre d'amalgames, lorsqu'ils soumettaient à la critique les idées et les formulations du passé. Pour ne rappeler qu'un seul exemple, à propos de la proposition d'Engels de "mettre partout à la place du mot Etat le mot 'communauté' (Gemeinwesen) excellent vieux mot allemand répondant très bien au mot français 'commune', Lénine fait remarquer dans l'Etat et la Révolution : "Comme on les entendrait hurler à l'anarchisme, les chefs du 'marxisme' moderne, accommodés au goût des opportunistes, si on leur proposait un semblable amendement du programme ! Qu'ils hurlent ! la bourgeoisie les en louera. Quant à nous, poursuivons notre oeuvre".

● Nous nous limiterons dans cet article à deux points : le rejet des conceptions dogmatiques et religieuses de la théorie, conceptions selon lesquelles tout ce qui a été dit par les révolutionnaires à un moment donné resterait vrai jusqu'à la fin des temps et qui transforment le marxisme vivant en un marxisme de formules ; la mise en évidence que le problème des rapports entre Etat et dictature du prolétariat - "distinction absurde" selon le PCI - a déjà été posée dans le mouvement ouvrier dans des termes que nous ne faisons que reprendre aujourd'hui.

Contre les conceptions religieuses de la théorie révolutionnaire

L'article du PCI est une longue série de citations de Lénine, Marx, Engels, Trotsky, la gauche italienne des années 20 et de lui-même de laquelle ne ressort en guise d'argumentation qu'une accusation : les positions du CCI s'écarteraient d'une stricte obédience aux textes sacrés, proclamés pour la circonstance : le Programme. En partie ce reproche est vrai, et même doublement vrai. Premièrement parce que nous ne reconnaissons pas l'existence d'un programme achevé et immuable, qui relève plus, à notre avis, d'une vision dogmatique que d'une théorie révolutionnaire, et deuxièmement parce que nous considérons non pas comme un droit mais comme un devoir des révolutionnaires de ne pas rester figés à telle ou telle position du passé, mais de le dépasser chaque fois que l'expérience historique vivante de la classe et la réflexion théorique en démontrent la nécessité. "Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible, au contraire nous sommes persuadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes doivent faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie" (Lénine, 1899, dans un article qui précisément s'intitule "Notre Programme").

L'orthodoxie a souvent servi d'arme aux pires opportunistes contre le courant marxiste révolutionnaire, et la

fidélité de la lettre aux pires trahisons de l'essence révolutionnaires de la pensée et la théorie de Marx. Les révolutionnaires ne restent pas fidèles à la personne de Marx, de Lénine ou de Rosa Luxembourg, ni à chaque phrase qu'ils ont pu écrire, ni se voient dans l'obligation de souscrire à chaque position qu'ils ont pu dans telle ou telle circonstance prendre. Notre fidélité va beaucoup plus loin ; elle repose sur la cause que nous avons en commun avec eux, la cause du prolétariat, la cause du communisme, et dont la compréhension du but, des moyens et du mouvement vivant sont à la fois une continuité et un constant dépassement.

Rosa Luxembourg a eu toute sa vie à se défendre contre le reproche de manquer à l'orthodoxie, pour commencer sur la question de l'indépendance de la Pologne, du droit des peuples à l'autodétermination, et pour finir sur l'impérialisme, la saturation des marchés capitalistes, les schémas de la reproduction élargie de Marx. Quant à Lénine, on connaît trop bien les violents reproches des orthodoxes menchéviques contre sa "prétention" à vouloir ouvrir la révolution prolétarienne dans un pays économiquement sous-développé et arriéré. Et c'est toujours au nom de la même orthodoxie et de la fidélité à la vieille position bolchévique que les dirigeants éminents de ce parti rejettent la nouvelle orientation comme une "pure folie". C'est contre cet attachement que Lénine a du combattre pour faire adopter ses Thèses d'Avril : "il faut bien se mettre en tête cette vérité incontestable que le marxiste doit tenir compte de la vie, des faits précis de la réalité et non se cramponner à la théorie d'hier, qui, comme toute théorie, est tout au plus capable d'indiquer l'essentiel, le général de fournir une idée approchée de la complexité de la vie." Pour appuyer sa pensée, Lénine citait un vers du Faust de Goethe : "Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre de la vie."

Aussi le reproche qui nous est fait de manquer d'orthodoxie et de fidélité à la lettre, ou d'être des "anarchistes", des "idéalistes", des "stalinien", des "démocrates", etc. ne sau-

rait nullement nous impressionner. La "lettre", les positions d'hier, les écrits de nos plus illustres théoriciens ni même les résolutions des plus importants congrès du passé ne sauraient servir de preuves puisque précisément ce sont ces positions, ces écrits, ces résolutions qui sont mis en question. Etre un rapprochement ou un éloignement pour l'accomplissement du but que nous nous proposons d'atteindre, cerner plus ou moins bien la réalité, les conditions et les moyens pour atteindre le but, sont les seuls critères qui peuvent servir de référence pour prononcer la valeur progressive ou de régression d'une position. Mais pour cela, il ne suffit pas de se contenter d'affirmations, il faut faire la démonstration, s'appuyant autant que possible sur l'expérience vivante, concrète. Telle n'est malheureusement pas la démarche du PCI.

Dépérissement de l'Etat et renforcement du prolétariat

Le PCI se prétend fidèle au marxisme et défend "toute la conception marxiste de l'émancipation du prolétariat lumineusement résumée dans les lignes célestes de la Critique du Programme de Gotha de Marx : "Entre la société capitaliste et la société communiste se place la transformation révolutionnaire de celle-ci en celle-là. A quoi correspond une période de transition où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat."

Il faut beaucoup de culot ou d'ignorance pour voir dans ces lignes célestes le résumé de "toute la conception marxiste de l'émancipation du prolétariat" de Marx et Engels. Ces lignes sont plutôt floues si on se réfère à toutes les contributions remplies par ailleurs de mises en garde du prolétariat contre l'Etat, ce "fléau, ce "mal nécessaire", mises en garde qui ne doivent rien à la "phobie" anarchiste de l'Etat mais constituent un des apports fondamentaux du marxisme. Si l'Etat ne pouvait réellement pas être autre chose que la dictature du prolétariat, tout renforcement de l'Etat serait un renforcement de la dictature du prolétariat. Or, d'une part, Marx défend l'idée que ce renforcement passe par le dépérissement de l'Etat et, d'autre part, que ce dépérissement est produit par la lutte de classe du prolétariat, seul moteur de l'histoire. La lutte de la classe ouvrière est une action consciente. Le dépérissement de l'Etat n'est ni "magique", ni "mécanique", mais il est directement lié au renforcement du prolétariat. Nous laissons de côté pour notre part, aux stalinien, la "dialectique" de l'équation renforcement de l'Etat égale renforcement de la dictature du prolétariat. Dans la conception générale de Marx et d'Engels sur la lutte de classes et le dépérissement de l'Etat, est déjà contenue, que le PCI le veuille ou non, la reconnaissance de cette distinction "absurde" selon le PCI, d'un antagonisme entre l'émancipation du prolétariat et par là de l'humanité toute entière, et l'Etat qui résulte d'une société encore divisée en classes. L'Etat tend, soit à dépérir sous l'hégémonie politique du prolétariat, soit, sans celle-ci, à se conserver et se transformer en un facteur de la contre-révolution, ce qu'a montré l'expérience de la révolution russe.

Engels soulignait dans son introduction à "La Guerre Civile en France" de Marx : "Mais en réalité, l'Etat n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie ; le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric à brac de l'Etat."

Marx et Engels s'essaieront souvent à concrétiser leur conception en parlant de "semi-Etat" ou d'"Etat Commune". Ces efforts de définition n'étaient pas de simples précautions de langage. Ils traduisaient les tentatives de distinguer l'Etat et la dictature du prolétariat sur la base de l'analyse, distinction qui allait se révéler être non pas une "absurdité" mais la réalité en Russie avec la montée puis le reflux de la vague révolutionnaire mondiale.

On trouve chez Lénine à cette époque toute une série de formulations contradictoires : "l'Etat de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans pauvres", "l'Etat prolétarien", "l'Etat des ouvriers armés" opposé à "l'Etat des fonctionnaires" (deux Etats?), etc... Quel Lénine a raison ? "A propos du capitalisme d'Etat qu'il avait fallu accepter, Lénine exhortait le parti : "apprenez donc, communistes, ouvriers, partie consciente du prolétariat qui s'est chargée de diriger l'Etat, apprenez à faire de la sorte que l'Etat que vous avez pris entre vos mains agisse selon votre gré... l'Etat reste entre vos mains, mais en fait de politique économique nouvelle, est ce qu'il a marché selon vos désirs ? NON ! Comment a-t-il donc marché ? la machine vous glisse sous la main : on dirait qu'un autre homme la dirige, la machine court dans une autre direction que celle qu'on lui a tracée..." ("Bilan", dans "Parti International et Etat").

Pour résoudre ce problème que "la machine vous glisse sous la main", il ne suffit pas de rappeler la cause fondamentale de la contre-révolution (la défaite du prolétariat mondial) sans aucune critique des conceptions qui avaient cours pendant la dictature du prolétariat en Russie et des mesures qui en découlaient. Il faut savoir tout à la fois reconnaître la cause fondamentale et les erreurs des bolchéviques, des révolutionnaires du monde entier, expressions de l'immaturité du prolétariat mondial.

Comme le disait Vercesi dans Bilan, le même Vercesi qui se trouva au comité central du PCI avec Bordiga après la guerre et qu'on ne peut donc taxer d'anarchisme : "l'Etat prolétarien ne peut être qu'un simple facteur de la lutte du prolétariat mondial et c'est dans la bataille révolutionnaire de la classe ouvrière de tous les pays qu'il peut trouver la raison de sa vie, de son évolution ; avoir cru qu'il était possible de le maintenir, en dehors de la lutte ouvrière des autres pays, avoir émis cette hypothèse, même provisoirement, c'est avoir posé les bases de la conversion qui s'est vérifiée ensuite dans la fonction de l'Etat russe, devenu un pilier de la contre-révolution." (Bilan, idem, souligné par nous).

suite p. 7

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévocable pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "lutes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.